

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 6 (1897)
Heft: 51

Artikel: Exposition de Bruxelles : correspondance
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522727>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint
Samstags.

Abonnement:
Für die Schweiz:
Zwei Monate . . . Fr. 5.—
Sechs Monate . . . Fr. 3.—
Drei Monate . . . Fr. 2.—
Für das Ausland:
Zwei Monate . . . Fr. 7,50
Sechs Monate . . . Fr. 4,50
Drei Monate . . . Fr. 3.—
Vereins-Mitglieder erhalten das Abonnement gratis.

Inserate:
20 Cts. per Spalt. Petit-
zelle oder deren Raum.
Wiederholung
entgeht einem Rabatt.
Vereins-Mitglieder
bezahlen die Hälfte.

Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins.6. Jahrgang | 6^e AnnéeOrgan et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Rue des Etoiles No. 21, Bâle.



Todes-Anzeige.

Mit tiefem Bedauern erhalten wir die Nachricht, dass unser Mitglied

Herr Gustav Wieland-Kraft

Mitbesitzer des Hotel Bernerhof in Bern am 14. Dezember im Alter von 63 Jahren an einem Schlaganfall gestorben ist.

Indem wir Ihnen lieb von Kenntnis geben, bitten wir, dem Heimgegangenen ein liebvolles Andenken zu bewahren.

Nunnen des Vorstandes:
Der Präsident:
J. Tschumi.

Souhaits de Nouvelle-Année.

Il y a six ans déjà, un certain nombre de nos sociétaires s'étaient décidés à se libérer de l'usage cérémonieux des félicitations du Jour de l'An moyennant le versement volontaire d'un montant quelconque à l'École professionnelle. Cette année également nous croyons devoir inviter nos chers Collègues à bien vouloir envoyer à la Rédaction de l'*"Hôtel-Revue"* toute somme qu'il leur plaira d'offrir en faveur de cette pratique institution qui a ouverte et autonome son cinquième cours.

Les noms des donateurs seront publiés dans l'*"Hôtel-Revue"* et ces derniers peuvent, grâce à leur subside, se regarder comme exonérés de l'échange de cartes de félicitations à l'occasion du renouvellement de l'année.

Lausanne, le 4 décembre 1897.

Société suisse des Hôteliers,
Le Président:
J. Tschumi.

Neujahrsgratulationen.

Schon vor sechs Jahren ist in unserem Mitgliederkreise ein Anfang gemacht worden, sich durch Leistung eines freiwilligen Beitrages an die fachliche Fortbildungsschule von den ceremoniellen Neujahrsgratulationen zu entbinden. Wir laden nun unsere Herren Kollegen auch dieses Jahr ein, zu gleichem Zwecke einen beliebig grossen oder kleinen Beitrag zu Gunsten obigenanner Schule, welche diesen Herbst ihren fünften Kurs begonnen hat, an die Redaktion der *"Hôtel-Revue"* in Basel einzusenden.

Die Spender werden in der *"Hôtel-Revue"* veröffentlicht und betrachten sich diese damit von der Versendung von Neujahrsgratulationskarten entbunden.

Lausanne, den 4. Dezember 1897.

Schweizer Hotelier-Verein,
Der Präsident:
J. Tschumi.

Sommes versées jusqu'au 4 décembre:
Bis zum 4. d. eingegangene Beiträge:

Herr Berner F., Ehrenmitglied, Basel	Fr. 20
Flück C., Hotel Drei Könige, Basel	20
Müller G., Restaurant Bad Bahnhof, Basel	5
Otto P., Hotel Victoria, Basel	15
J. Spatz, Grand Hotel, Mailand	20
Wehrle G., Hotel Central, Basel	5

Uebertrag . . . Fr. 85

6. Jahrgang | 6^e AnnéeOrgan et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Rue des Etoiles No. 21, Bâle.

Uebertrag . . . Fr. 85

Du 4 au 10 déc. — Vom 4. bis 10. Dez.

Herr Bon A., Hotel Rigi-First . . . Fr. 15
Herr Balzari F., Hotel Metropole, Mailand . . . 20
" Elskes A., Hotel Bellevue, Neuchâtel . . . 20
" Hierholzer Alb., Luzern . . . 5
Frau Hirschi Wwe., Hot. Interlaken, Interlaken . . . 10
Herr Morloch Henri, Hotel de Berne, Nîve . . . 15
" Oeschwald M., Hotel Strela, Davos-Platz . . . 10
Herr Zahringen A., Hotel des Balances, Luzern . . . 10
Von ungenannt sein Wollendem . . . 10

Du 11 au 17. — Vom 11. bis 17. Dez.:

HH. Balli & Cie, Grand Hotel Locarno, Locarno . . . 20
Herr Balzari F., Hotel Metropole, Mailand . . . 20
" Döpfer A., Hotel Beau-Rivage, Interlaken . . . 15
" Döpfer J., Hotel St. Gotthard, Luzern . . . 20
" Gyr-Tanner K., Hotel Pfauen, Einsiedeln . . . 20
Hafey W., Grand Hotel du Lac, Neuchâtel . . . 20
Hug J. P., Hotel Suisse, Nîve . . . 5
" Landseer W., Hotel de la Gare, Fribourg . . . 10
Liebler R., Kurhaus, St. Moritz-Bad und
Grand Hotel, Cannes . . . 20
" Lugon F., Hotel des Gorges du Trient, Vervaz . . . 5
Reiss F., Hotel Montfleur, Territet . . . 5
Riedweg A., Hotel Victoria, Luzern . . . 10
" Saft R. B., Grand Hotel, Baden . . . 20
Saller Ch., Hotel de la Poste, Genève . . . 10
Weber Alph., Hotel du Faoucon, Fribourg . . . 10
Weber J., Rest. Centralbahnhof, Basel . . . 15
Wegenstein F., Schweizerhof, Neuhäusen . . . 20
Weilhaf W., Hotel Rigi, Vitznau . . . 5

Summa Fr. 450



† Gustav Wieland.

Von Bern kommt die Trauerkunde von dem plötzlichen Hinschiede des Herrn G. Wieland, Mitbesitzer des Hotel Bernerhof in Bern. Dienstag, den 14. ds. spazierte Herr Wieland mit Herrn Kraft über die Bahnbrücke bei der Linde, als ihn unerwartet der Tod ereilte. Mit Herrn Wieland ist einer der Bewährtesten unter den Bewährten aus dem Kreise seiner Kollegen geschieden. Unser Verein, dessen Verwaltungsratsmitglied er seit Jahren war, verliert in ihm eine thatkräftige Stütze.

Wir hoffen, es werde einer der zahlreichen Freunde des Verstorbenen die Freudlichkeit haben, ihm einen warmen Nachruf zu widmen.



UNE QUESTION FORT DÉBATTUE

est celle qui a été soulevée et pour le moment épousée dans la *"Wochenschrift"* de l'Association internationale des propriétaires d'hôtels. Elle peut offrir à nos lecteurs un intérêt d'autant plus vif que, d'après ce qui nous est revenu, elle donne lieu en Suisse à des interprétations différentes et souvent à des contestations désagréables. Cette question est celle-ci: les cuisiniers s'approprient les restes de *glace de viande* et en font argent d'autre part.

Dans le n° 45 de la publication précitée, un hôtelier pose le point d'interrogation suivant: "Dans un hôtel d'été, un chef de cuisine s'est approprié à son départ, en automne, les restes de glace de viande après avoir réservé la provision nécessaire pour les besoins hivernaux de la famille du maître d'hôtel. Cet acte peut-il être considéré comme un détournement ou un vol, bien que le maître ne l'ait pas défendu, qu'il n'en ait jamais parlé et que, selon l'habitude, la glace ainsi gagnée sur les besoins de la maison constitue un bénéfice accessoire du chef ou du saucier?"

Un membre de l'Association écrit à ce propos: "En ce qui concerne la glace de viande, voici ce que je puis vous répondre d'après ma propre expérience et après avoir consulté quelques-uns de mes collègues.

La glace de viande est toujours et en tout état de cause la propriété du maître d'hôtel. Celui qui se l'approprie sans autorisation se rend coupable de détournement, d'après le § 246 du Code pénal. Car il s'approprie sans droit une chose qui ne lui appartient pas et dont il a la possession ou la surveillance. La peine est de trois ans de prison et, si la chose lui a été confiée, c'est notre cas, elle peut s'élever jusqu'à cinq ans. Le vol (§ 242 du

Code pénal) consiste à prendre un objet mobile qui ne nous appartient pas, dans le but de l'attribuer indûment. Le cuisinier devant avoir déjà de la glace de viande en sa possession et en sa garde pour l'exercice de sa profession, car elle lui a été confiée par le maître d'hôtel, comme toute autre chose dans la cuisine, subsistances et ustensiles, il ne peut être ici question de détournement. L'usage et l'habitude ne peuvent être invoqués comme une excuse, car un usage ne peut faire un droit de ce qui n'en est pas un.

Si les cas d'appropriation de glace sont résultés souvent d'une habitude, on a souvent aussi essayé de remédier au mal par une commune entente. Il arrive ordinairement dans les hôtels d'être que la famille du maître d'hôtel garde ce qui lui est nécessaire pour sa consommation et que le reste revient au chef. Un accord d'un autre genre, qui est bien connu, attribue au chef la moitié et à l'hôtel l'autre moitié. Certains hôtels, notamment ceux où la maîtresse exerce elle-même une active surveillance sur la cuisine (et il en existe encore un grand nombre), demandent la livraison de toute la glace produite dans le cours de l'année ou de la saison. Et cela semble être la seule manière de voir vraiment juste. Mais toutes ces précautions remplissent imperfectement le but si l'on se trouve en présence de gens égoïstes et sans conscience. Je connais des cas où des chefs, pour préparer la plus grande quantité possible de *"glace"*, font passer à la glacière tout ce qu'ils peuvent. Ils cuisent ainsi à la glace une masse de viande, qui rendrait aussi beaucoup d'autres bons services. Dans ces cas-là et malgré ses précautions, l'hôtelier est doublement lésé. Il convient de rappeler une circonstance que nos collègues ont le tort d'oublier trop souvent ou, à laquelle tout au moins, ils attachent trop peu d'importance. Les marchands — ce sont d'ordinaire les fournisseurs de l'hôtel lui-même, ceux qui vendent la volaille et d'autres — qui rachètent à un chef de la glace que celui-ci s'est indûment appropriée, se rend coupable de recel et peut être justement puni, si l'affaire vient devant le tribunal. On ne peut trop s'étonner que ces individus rachètent de la glace aux employés d'hôtels surtout, sans s'être renseignés dans chaque cas sur la légalité de l'opération. Qu'il arrive un krach — on en a des exemples — alors on nettoie à fond les écuries d'Augias."

Dans sa dernière assemblée générale, la Société d'art culinaire (*"Gastere"*), à Cologne, s'est occupée de la question et la discussion a été résumée comme suit:

"Si le chef de cuisine se donne de la peine, il peut toujours avoir une provision de glace. Il est d'usage que cette glace, si elle ne trouve aucun emploi dans la maison, appartient au chef ou au saucier. On a parlé à ce propos d'un chef qui, à ce que nous avons appris, travaillait dans une maison depuis six ans, prenait le reste après avoir réservé le nécessaire pour les besoins courants. Comme il agissait, d'après des renseignements ultérieurs, en toute bonne foi, il ne peut être ici question de détournement ou de vol. Sa bonne foi est attestée d'abord par l'usage, puis par le fait que son maître n'a rien repris, pendant les cinq premières années, à la façon d'agir du chef.

D'ailleurs, un chef convenable ne traîne pas de la glace et ne porte aucun préjudice à son maître. S'il lui reste de la glace, il va de soi qu'il a déjà de bonnes soupes et de bonnes saucisses, sans faire emploi particulier des os ou de la viande. Il peut arriver que le chef ait une provision de glace, parce qu'il doit souvent la préparer avant son entrée dans une nouvelle place. Il arrive fréquemment, dans ce cas, qu'il ne se trouve ni *fond ni espagnole*, parce que le précédent a fait de l'économie dans les derniers jours, on a voulu laisser le champ libre à son successeur. Il peut aussi se faire que le chef sortant emploie tout par pur esprit de chicanerie."

Il serait intéressant et désirable d'entendre en cette affaire la voix de quelques hôteliers suisses. Dans ce but nous mettons bien volontiers nos colonnes à leur disposition.

La Responsabilité civile de l'hôtelier

Nous lisons sur ce chapitre dans le dernier numéro du *"Journal des Etrangers de Lausanne-Ouchy"* une correspondance de Genève ainsi concue:

"J'ai lu dans un de vos précédents numéros l'intéressante communication d'un *"voyageur"* relative à la responsabilité civile des hôteliers, et je me permets de vous soumettre des réflexions dont vous ferez l'usage qui vous conviendra.

Avant la construction du chemin de fer de Zermatt, j'avais remarqué, plus que partout ailleurs, à quel point les Anglo-Saxons et surtout les Américains s'encombraient de bagages (un groupe de deux ou trois personnes fretait autant de mulets chargés de malles énormes pour le trajet de Viège à St-Nicolas).

Il faudrait bien se garder de décourager les voyageurs par la perspective d'indemnités insuffisantes en cas de perte ou de vol de leurs effets.

Que Messieurs les hôteliers ne craignent pas d'assumer la responsabilité intégrale vis-à-vis de leurs clients, quitte à constituer entre eux une société d'assurance mutuelle contre les risques résultant de cette garantie. Les réclamations au sujet d'une indemnité jugée trop élevée seraient tranchées par jugement ou arbitrage, sans préjudice d'un recours contre le personnel en cas de vol ou de négligence de sa part.

Cette assurance entre tous les hôteliers de la Suisse serait peut-être un terrain de conciliation entre leurs intérêts et ceux du public voyageur.

Je laisse aux intéressés, plus compétents que moi en cette matière, le soin d'étudier la question, et je serais même surpris qu'elle n'eût pas encore été abordée."

* * *

Le *"Journal des Etrangers de Montreux"* reproduit notre article sur la question de la responsabilité en y ajoutant les remarques suivantes:

"Nous croyons que notre confrère de Bâle a raison. Comprise ainsi, la pétition de la Société des hôteliers mérite d'être prise en sérieuse considération. Ce qui serait dangereux, en revanche, serait de vouloir fixer une limite à la responsabilité aussi en ce qui concerne les effets personnels, vêtements, lingé, malles, etc., des voyageurs, — opinion que l'*"Hôtel-Revue"* paraît incliner à soutenir dans un précédent article (voir notre numéro du 27 novembre). Il serait maladroit par exemple d'exiger d'une jolie femme le dépôt au bureau de l'hôtel de ses toilettes, fourrures, robes de bal, dont une seule peut-être vaut bien près de 1000 fr., sinon davantage. De pareilles exigences pourraient, certainement, avoir pour conséquence l'éloignement de la clientèle élégante que nos hôtels désirent par dessus tout attirer et retenir.

La distinction entre les effets précieux tels que les bijoux, parures, etc., et les vêtements de luxe ne sera pas toujours facile à faire. Mais il faut, à notre avis, se garder d'aller trop loin et de restreindre d'une manière excessive la responsabilité de l'hôtelier. Car, comme le dit le Code Napoléon, le dépôt chez l'hôtelier doit être envisagé comme un *dépôt nécessaire*. Le caractère spécial de ce dépôt impose aux dépositaires des devoirs particulièrement étendus."

* * *

EXPOSITION DE BRUXELLES

(Correspondance).

L'Exposition de Bruxelles est terminée depuis un mois; les étrangers n'en sont pas moins restés dans notre capitale quelques temps encore.

Le bilan des hôteliers, pendant ces six mois de fête et de bombeance, a été magnifique. Ce résultat est dû à l'Union syndicale des Hôteliers, Cafetiers et Restaurateurs belges qui, stimulée

par son infatigable président, M. Pierre Cordemus, a pris la plus grande part aux fêtes et souscriptions de l'Exposition.

Et non seulement les hôteliers Bruxellois en ont profité superbement mais encore l'Exposition elle-même. Et si partout ailleurs les expositions font des déficits, ne serait-ce pas un peu la faute des hôteliers, qui devraient être à la tête de ces mouvements, dans leur propre intérêt.

Que je vous dise en passant, que M. Dubonnet, propriétaire du Grand Hôtel, à Bruxelles, qui avait monté à l'Exposition le Restaurant du "Chien vert" a fait plus de un million de recettes pendant 6 mois, et pour une dépense en installations et divers de 350,000 francs.

D'ailleurs, il n'y a pas eu de restaurant sérieux qui n'ait fait moins de 700,000 francs de recettes, dépassant de loin leurs frais.

Que les Hôteliers et Restaurateurs prennent exemple sur ces faits, et mijotent l'idée suivante, transmise par M. Paul Sandelin, architecte de l'Union syndicale:

Pourquoi ne ferait-on pas à la prochaine Exposition universelle, une Exposition internationale des produits alimentaires, en un local absolument séparé, et suffisamment vaste pour servir toute une clientèle d'Exposition.

Dans ce Palais de l'alimentation, on trouverait toutes les différentes cuisines: française, anglaise, allemande, américaine, etc., toutes ayant leurs restaurants respectifs.

Nul restaurateur, confiseur ou débiteur de vins fins, n'aurait le droit de s'installer ailleurs que dans le local commun.

Ce serait donc centraliser en un seul point toute une foule.

Ce serait aussi assurer à tous de faire des affaires.

Je sais que M. Sandelin a fait des études de plans dans ce sens. Je vous repourrai de ce projet ultérieurement.

Glace de viande.

(Korrespondenz.)

„Eine vielumstrittene Frage“ betitelt sich die redaktionell eröffnete Bescprechung über Aneignung und anderweitige Verwendung, respective Veräußerung ausser Haus der erübrigten „Glace de viande“ zu Gunsten der Köche, welche Diskussion in Nr. 49 der „Hotel-Revue“, sowie in Nr. 45 der „Wochenschrift des Internationalen Vereins der Gasthofbesitzer“ aufgeworfen wurde.

Die Ansichten sind, wie aus den beiden in vorgenannten Fachschriften erschienenen Beantwortungen zu entnehmen ist, geteilt. Ein Vereinsmitglied präzisiert mit aller Schärfe die Entnahme der „Glace“ als Diebstahl, mit Citering des betreff. Reichsstrafgesetzesparaphren; der Kochkunstverein „Gastverein“ in Köln hält die Verwendung der erübrigten „Glace“ für Kassa des Küchenchefs vollkommen berechtigt.

Nachdem gewünscht wird, einige Stimmen aus schweizer, Fachkreisen zu hören, so will ich auch meine Ansicht ganz gerne darüber ausspielen und zwar dahin lautend, dass bei einem wirtschaftlich arbeitenden Kochs, der gut und seinen Leistungen entsprechend bezahlt ist, es überhaupt nicht vorkommen wird, dass er übermässige Vorräte an „Glace de viande“ aufspeichert, sondern wenn dies der Fall ist, ist er schon kein rational arbeitender Mann, der eine mangelfahe Eintheilung hat. — Gut bezahlte Leute haben auch nicht nötig, durch Verschächerung der Küchenprodukte sich Einnahmenquellen zu verschaffen, sondern sieb sollte im Interesse des Hauses arbeiten.

Leider ist es aber in Hotelierskreisen oft der Fall, dass der Wirt oder Leiter des Etablissements der Küche nicht die nötige Aufmerksamkeit zuwenden, teils aus mangelhaften culinaren Kenntnissen, teils wegen anderweitiger angestrebter Tätigkeit, wodurch dem Koch ein willkürliches und umbeaufsichtigtes Arbeiten möglich ist.

Ein fleissig dem Küchen geschäft nachgehenden Prinzipal wird in seinem eigenen Interesse für fachrichtige Ausarbeitung des Küchenmatrals Sorge tragen.

Ist aber „Glace de viande“ vorhanden, so gehört es dem Küchenbestande an und nicht dem Angestellten, der für seine Leistungen bezahlt werden soll und welchem keine, wie immer genannte Naturalienentnahme oder ausserhäusliche Verwendung von Produkten oder Waren gestattet sein darf.

Es ist auch gar nicht logisch, dass der Küchenchef ein Geldeswertprodukt für sich oder seinen Sack herstellen kann, der Wert des Materials, welches zur Ueberproduktion von „Glace“ verwendet werden muss, ist in gar keinem Verhältnis zum faktisch erzielten Bartertrag für diese Ware, und es wird bei einem gewissenlosen auf seinen Sack schauenden Angestellten dadurch dem Prinzipal grosser Nachteil erwachsen.

Es ist unbedingt als ein Uebelstand zu bezeichnen, wenn dem Usus gehuldigt wird, dass „Glace de viande“ der Chef für sich behalten kann, dass dies öfters noch vorkommt, ist bedauerlich, abgeholt aber kann dieses Uebelstande nur dadurch werden, dass man den Koch so bezahlt, dass er nicht gezwungen ist, vom Material des Hauses sich eine Einnahmequelle zu schaffen.

Ich empfehle allen meinen werten Kollegen auf das wärnste, bei Abschluss eines Kontraktes die Entnahme der „Glace de viande“, „Fett“ etc. zu untersagen, um diesem — wie angegebene Fragestellung beweist — platzgegriffenen Uebelstand vorzubiegen und diese geschäftliche Unsitten auszurotten.

D. B.

Musik-Aufführungsrecht.

Der in Gesangs-, Musik- und auch Hotelierskreisen bekannte Vertreter der *Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique*, Herr Knosp-Fischer in Bern, ist mit seinen despatischen Massregeln wieder einmal gehörig abgeblitzt. Einem vom Basler Strafgericht am 14. Dezember gefällten Urteil entnehmen wir Folgendes:

Drei Konzerte in Bühler's Biergarten bildeten den Gegenstand einer dreistündigen Verhandlung vor dem Basler Strafgericht. Herr Franz Bühler, Wirt zur alten bayrischen Bierhalle, war der Übertretung des Bundesgesetzes betreffend das Urheberrecht an Werken der Litteratur und Kunst vom 23. April 1893 angeklagt. Am 4. und 5. Juli 1896 fanden durch die Kapelle des II. württembergischen Infanterieregiments Nr. 120 in Bühler's Biergarten drei Konzerte statt, in welchen laut Programm folgende Stücke gespielt wurden: 1. Eine Partie aus der Oper „L'Arlesienne“ von Bizet; 2. Eine Partie aus der Oper „Carmen“ von Bizet; 3. Der Frascati-Walzer von Litloff; 4. Der Sarazenen-Marsch aus der Oper „Der Tribut von Zamora“ von Gounod; 5. Estudiantina, Walzer von Waldteufel und 6. Czarine, russische Mazurka von L. Gaune. Die Angeklagte habe die Konzerte veranstaltet. Für die Rechtsnachfolger der Komponisten G. Bizet, H. Litloff, Ch. Gounod, E. Waldteufel und L. Gaune und die betreffenden Verleger in Paris als Eigentümer der Werke, alle vertreten durch den Vorstand der Genossenschaft der Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique in Paris, resp. durch den Generalagenten Knosp in Bern, stellte Fürsprech Jahn in Bern Strafantrag, da die genannten musikalischen Werke gesetzlich geschützt seien und der Angeklagte die Berechtigung zur Aufführung nicht erlangt habe.

Herr Bühler wendete ein, er stelle die bei ihm konzertierenden Musiken nicht an, bezahle sie auch nicht und ziehe auch keinen Nutzen aus den Konzerten. Er habe ebensoviel Leute in seinem Garten, wenn keine Musik spielt. Gerade zu den Gästegäste wünschen keine Konzerte. Wenn solche dennoch stattfinden, so geschehe es auf Drängen der Kapellmeister hin, dann aber auch ganz auf deren Verantwortlichkeit. Die Kapellen bringen gewöhnlich die gedruckten Konzertprogramme mit. Von Wirt können man nicht verlangen, dass er die einzelnen Musikstücke kenne und sich darauf verstehe. Uebrigens mache er, der Angeklagte, die Kapellmeister stets darauf aufmerksam, sich eventuell mit Herrn Knosp in Bern zu verständigen.

Die Staatsanwaltschaft führte aus, es gehe aus der Verhandlung und den Zengenaussagen hervor, dass man es nicht mit einer strafbaren Handlung zu thun habe. Es seien Unterhandlungen civilrechtlicher Natur gepflogen worden. Von einem Vorsatz, das Gesetz zu umgehen, oder von grober Fahrlässigkeit könne nicht die Rede sein. Den Angeklagten sei fieshalb freigelassen, eine Forderung auf dem Civilweg geltend zu machen.

Der Vertreter der Privatkäbler beantragte, es sei der Angeklagte zu bestrafen, und ferner zu einer Entschädigung und zur Tragung sämtlicher Kosten zu verurteilen. Es liege von Seite des Beklagten Mittäterschaft oder zum mindesten Gehilfenschaft vor.

Der Vertheidiger plaidierte auf Freisprechung, indem er zuerst darauf hinwies, es handle sich für seinen Klienten um eine Prinzipienfrage. Herr Knosp in Bern über einen eigentlichen Kontrahierungszwang aus, den sich Herr Bühler nicht habe gefallen lassen wollen. Es sei in keiner Weise nachgewiesen worden, dass er die Konzerte veranstaltet und dass er aus denselben Gewinn gezogen habe. Die Gesellschaften stellen die Programme auf und erheben die Eintrittsgelder. Es sei kein Dolus und auch keine grobe Fahrlässigkeit vorhanden. Ferner sei festgestellt, dass Herr Bühler die deutschen Kapellmeister jeweils auffordere, mit Herrn Knosp abzumachen.

Das Gericht sprach den Angeklagten von der Anklage der Verletzung des Bundesgesetzes betreffend Urheberrecht frei, da er nicht als Veranstalter der drei fraglichen Konzerte zu betrachten sei.

—>—

Unlauterer Wettbewerb.

Auf Hotelbesitzer hat es eine Schindelfirma in Brüssel abgesehen, vor der im „Reichsanzeiger“ wie folgt gewarnt wird:

Unter der Firma *Franzen & Rasse, agents en douane, commissoiraires-expéditeurs, 45 rue Loquenghien, Bruxelles*, hat ein angebliches Speditions geschäft in der letzten Zeit vielfach an Hotelbesitzer gegen Nachnahme Packete versandt, die angeblich echte alte chinesische Vasen enthalten sollten. In der Regel bestanden die Sendungen aber aus Vasen und Blumengästen von gewöhnlichem Thon, die keineswegs in China angefertigt waren, und deren Wert weit hinter dem Betrage der enthobenen Nachnahme zurückblieb. Dabei wurde zuweilen den Adressaten noch die demnächstige Ankunft eines Geschäftsreisenden angezeigt mit der Bitte, für ihn die Portokosten zu verauslagen und die Sendungen aufzubewahren. Der angekündigte Reisende erschien natürlich niemals. Da es sich demnach um einen dreisten Schindel handelt, so kann vor der Annahme derartiger Sendungen der genannten Firma, deren alleiniger Inhaber, der belgische Staatsangehörige Rasse, bereits gerichtlich verfolgt wird, nur eindringlich gewarnt werden.

Die Unternehmer der Ausstellung sind hier in Bordeaux nicht bekannt. Es steht fest, dass der weitaus grösste Teil der Einwohnerschaft nichts von der betreffenden Ausstellung weiß, und ich selbst habe erst

Europäische Fahrplankonferenz in Frankfurt a. M.

Der „N-Z. Z.“ wird hierüber geschrieben: „Die europäische Fahrplankonferenz für den Sommerdienst 1898 wurde am 8. Dezember in den Konferenzräumen umgewandelten Warte- und Restaurantslokalen des monumentalen Frankfurter Bahnhofes durch den Präsidenten der preussischen Eisenbahndirektion, Herrn Becher mit einer kurzen Rede eröffnet.

Zur Konferenz eingeladen sind 170 europäische Eisenbahn- und Dampfbootverwaltungen. Aus der Schweiz sind vertreten: das Eisenbahn-departement, die Centralbahn, die Jura-Simplon-bahn, die Gotthardbahn, die Nordostbahn und die Vereinigten Schweizerbahnen.

Als allgemeines Traktandum bei der Plenarkonferenz kommt diesmal lediglich die Bestimmung des Ortes und der Zeit der nächsten Konferenz für Aufstellung der Winterfahrpläne 1898/99 zur Behandlung. Es wurde beschlossen, diese Konferenz am 15. und 16. Juni 1898 in Antwerpen abzuhalten.

Um so zahlreicher sind die Gegenstände, welche der Gruppenbehandlung von Bahn zu Bahn unterstellt sind. Es sind nämlich 195 Traktanden angemeldet.

Wenn auch die Mehrzahl dieser Geschäfte die Erstellung neuer, oder die Verbesserung bestehender internationaler Zugverbindungen anstrebt, so sind doch auch von vielen Verwaltungen, namentlich deutschen, Anträge gestellt worden, welche dahin zielen, die vielen und lästigen Zugverspätungen, die in Deutschland noch viel zahlreicher und grösser sind als in der Schweiz, zu beseitigen.

Angesichts der grossen Zunahme des Verkehrs in den letzten Jahren und in Anbetracht der Kürzung der Fahrzeiten und der Vermehrung der Zwischenhalte, welche den internationalen Zügen bis in die jüngste Zeit auferlegt worden sind, besteht indessen wenig Hoffnung dafür, dass dem Uebel der Zugverspätungen durch die Bahnverwaltungen gründlich abgeholfen werden können. Es wäre von den Staatsbehörden, welche die Fahrpläne zu genehmigen haben, sehr verdiestlich, wenn sie den immer zahlreicher auftretenden Begehrungen kleiner Ortschaften nach Vermehrung der Zwischenhalte der internationalen Schnellzüge einmal energisch entgegengestellt würden.

Von den Geschäften, welche die Herstellung neuer oder die Verbesserung bestehender internationaler Zugverbindungen betreffen, sind für die Schweiz die folgenden von besonderer Bedeutung:

1. Die von der württembergischen Staatsbahn und von der schweizerischen Nordostbahn wiederholt angestrebte Fortsetzung der Schnellzüge Mailand-Zürich-Stuttgart und vice versa über Stuttgart hinaus bis Berlin.
2. Die von der Gotthardbahn angeregte Verbesserung der Schnellzugsverbindungen Mailand-Zürich-Stuttgart und Mailand-Luzern-Basel in der Weise, dass der zur Zeit um 7.45 vormittags in Mailand abgehende, und 5.50 nachmittags in Luzern einlaufende Schnellzug Mailand 1 Stunde und 20 Minuten später, als erst 9.05 vormittags nach Ankunft des neuen von Sarzana-Parma geleiteten Römerzuges verlassen soll, ohne wesentlich später in Zürich und Luzern einzutreffen.
3. Die von der Nordostbahn beantragte Einführung neuer Schnellzüge zwischen Zürich und Basel im Anschluss an die ausländischen Schnellzüge von und nach Basel.

4. Zwischen Zürich und London soll eine ganz wesentliche Abkürzung der Reisedauer um 4 Stunden und 20 Minuten in der Weise erzielt werden, dass der zur Zeit um 8.05 nachmittags von London über Calais-Laon-Basel fahrende Zug statt wie bisher um 8.46 nachmittags nun künftig schon 4.20 nachmittags in Zürich eintrifft. Infolge dessen wird die Reisezeit bei diesem Zuge von London nur noch um die Kleinigkeit von 5 Minuten grösser sein als bei dem schnellsten Zuge Berlin-Frankfurt-Basel-Zürich.

In der Richtung von Zürich nach London wird man in künftig mit der Abfahrt um 7.20 vormittags ab Zürich über die gleiche Route schon um 11.40 nachm. in London eintreffen.

Vorläufig werden indessen diese Beschleunigungen zwischen London und Zürich nur für die eigentliche Reisesaison vom 5. Juni bis Ende September zur Ausführung kommen. In der übrigen Zeit des Jahres wird aber durch den neuen Schnellzug der Nordostbahn von Basel (ab 5.35) nach Zürich doch bewirkt, dass die Ankunft in Zürich schon um 7.30 nachmittags stattfindet, statt jetzt 8.46 nachmittags.

Während, soviel bis zur Stunde wenigstens angenommen werden darf, die unter Ziffern 3 und 4 erwähnten Verbesserungen im Zugverkehr schon auf 1. Juni 1898 verwirklicht werden können, dauern die Unterhandlungen über die Ziffern 1 und 2 noch fort.

—>—

Ausstellungsschindel.

Von Bordeaux aus wird zur Zeit für eine „Ausstellung für Ernährung und Hygiene“ Reklame gemacht. Nun hat sich die „schweizerische Wirtze-Zeitung“ bei einem seit Jahren in Bordeaux ansässigen Kaufmann über das Unternehmen erkundigt und darauf folgende Auskunft erhalten:

„Die Unternehmer der Ausstellung sind hier in Bordeaux nicht bekannt. Es steht fest, dass der weitaus grösste Teil der Einwohnerschaft nichts von der betreffenden Ausstellung weiß, und ich selbst habe erst

durch ausländische Zeitungen davon erfahren. Ich wohne hundert Meter von dem für die Ausstellung gemieteten Lokal und sehe, dass sie fast von niemand besucht wird.“

Der Ausstellungsschindel ist seit einer Reihe von Jahren schon sehr dreist betrieben worden. Kurzlich hat ein gewisser Bloch, ein gewerbsmässiger Veranstalter von sogenannten „wilden“ Ausstellungen, das „Berliner Tagblatt“ verkauft, weil es seine Veranstaltungen Schindelaustritten genannt hatte, die einzig und allein interessant wären, um für einen schwungvollen ausbeuterischen Medienhandel den Boden zu liefern. Das Gericht kam zu einem freisprechenden Urteil, weil es fand, dass Bloch's Ausstellungen den genannten Titel wirklich verdienten.



Nationalrat. Das Postulat Steiger betrifft die Gewerbezählung, wird von Comteess und De-curtins unterstützt, von Schippi beanstandet. Bundesrat Lachenal acceptiert das Postulat in dem Sinn, dass in der nächsten Session ein Bericht vorgelegt werde über die Art und Weise, wie eine Zählung des Gewerbes und eine Enquête über die wirtschaftlichen Zustände der Berufsräte vorzunehmen wären. In dieser Fassung wird das Postulat mit 61 gegen 9 Stimmen angenommen.

Somit steht in Aussicht, auch in Bezug auf die Hotel-Industrie endlich einmal zuverlässige und vollständige Unterlagen zu statistischen Zusammenstellungen zu erhalten, was gewiss sehr zu begrüssen ist.

Ein neues Arrangement der Tafelblumen.

Die Amerikanerinnen haben die hübsche Sitte, die Tafel bei Diners mit Blumen zu bestreuen, noch mehr vervollkommen. Es sieht reizend aus, wie sie die Blütenblätter in phantastischen Dessins auf dem blenden weissen Damasttuch aussstreuen. Mit grosser Vorliebe wird dazu eine purpurfarbene Dahlia verwandt, die in Amerika unter dem Namen „Königin der Brünetten“ bekannt ist. Die sammlartigen Blätter dieser Blume werden sorgfältig vom Stiel gezupft und mit den gelben Blättern von Marschall-Niel- und anderen Theerosearten vermischt, in der Mitte der Tafel und an den vier Ecken in geradezu künstlerischer Weise zu Arabesken geordnet. Auch nimmt man weise, rosa, gelbe und dunkelrote Rosenblätter zusammen und legt mit dem duftenden, selbstverständlich stets taiflischen Material, in geschmackvoller Farbenabwechslung eine Art Läufer über die ganze Tafel. Ein solcher Läufer sieht allerdings viel origineller und auch hübscher aus, als jedes gestickte Kunstwerk in diesem Genre. Besonders effektvoll wirkt dies Arrangement, wenn die bunten Blütenblätter von jeder Seite mit graziosen Ranken des kalifornischen Ephedulaubes begrenzt werden.

Aufführungsrecht. Der Nationalrat hatte am 16. März folgenden Beschluss gefasst: „Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob nicht bei Anlass einer künftigen Konferenz der Vertragsstaaten die Abgeordneten der schweizerischen Eidgenossenschaft dahin zu instruieren seien, der offenbar zunehmenden Tendenz auf einen übermässigen und bis in das Kleinfliche gehenden Schutz des literarischen und künstlerischen Eigentums entgegzen zu treten, und ob ferner nicht in der eigenen Landesgesetzgebung und ihrer Anwendung dieser Tendenz, namentlich mit Beziehung auf die Architektur und die Musik, geeignete Schranken gesetzt werden können.“ Der Ständerat stimmte dem ersten Teil dieser Einladung im Oktober d. J. zu, fasste aber den zweiten Teil anders. Ihm zufolge soll ferner untersucht werden, 1. ob nicht in der eigenen Landesgesetzgebung und ihrer Anwendung dieser Tendenz, namentlich mit Beziehung auf die Architektur und die Musik, geeignete Schranken gesetzt werden können; und 2. ob es nicht angezeigt wäre, im Hinblick auf die Musik, speziell auf die ohne Gewinnabsicht, d. h. ohne Eintrittsgebühren oder zu wohltätigen Zwecken veranstaltete Aufführung oder Darstellung von musikalischen oder dramatisch-musikalischen Werken in der Schweiz, Art. 11, § 10 des Bundesgesetzes vom 23. April 1893 betreffend das literarische und künstlerische Eigentum entgegen zu treten, um den zu Tage getretenen Uebelständen abzuheben. Dieser Abänderung hat nun der Nationalrat zugestimmt.



Affoltern. † Erst 43 Jahre alt starb der Besitzer des „Wengibades“ bei Affoltern am Albis, Hr. August Spinnler-Meili.

In Christiania wurde von einer Aktiengesellschaft ein Hotel erbaut und Grand Hotel Christiania genannt.

Telephon. Deutschland und die Schweiz haben sich für die Errichtung einer Telephonlinie Basel-Frankfurt a. M. geeinigt.

Uttweil. Das Bad Uttweil, welches an die Herren Wollmeyer und Daum übergegangen ist, wurde am 12. Dezember eröffnet.

Zürich. In den Gasthöfen der Stadt Zürich sind im Monat November 14,568 Personen abgestiegen, wovon auf den Kreis I 11,801 entfielen.

Chemie für Territet-Glion. Im November wurden 3696 Fr. eingenommen (1896: 2879 Fr.) und vom Januar bis November 100,988 Fr. (1896: 96,609 Franken).